

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20240216-7152-DE-1-1
Date de télétransmission : 26/02/2024
Date de réception préfecture : 26/02/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 16 FÉVRIER 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur DHAUSSY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MENU, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL.

Excusés : Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame VAN HEGHE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.
Monsieur CAGIN.

Convention de gestion en flux du contingent de logements réservés par Action Logement Services

Direction politique clients et solidarités
Rapporteur : M. FONTALIRAND Bruno

CONTEXTE

L'article 114, IV, de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite ELAN, a généralisé la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Ces dispositions prévoient que les conventions de réservations conclues avant la

publication de la loi ELAN et qui ne portent pas exclusivement sur un flux annuel de logements doivent être mises en conformité.

Ainsi, pris en application des dispositions de la Loi ELAN, le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux détermine les modalités de mise en œuvre de ce mode de gestion en flux :

- les modalités de calcul du flux annuel,
- la convention départementale entre le bailleur et le réservataire,
- les conditions dans lesquelles le bailleur transmet un bilan annuel des logements proposés et attribués au réservataire.

L'échéance initialement prévue par la Loi ELAN pour la mise en œuvre a été reportée de deux ans par la Loi n°2022-217 du 21 février 2022, dite 3DS, qui fixe l'échéance au 23 novembre 2023.

Dans le courant de l'année 2023, Action Logement Services et Pas-de-Calais habitat se sont concertés afin d'établir :

- une convention d'inventaire et de conversion du contingent de logements réservés par Action Logement Services et ses annexes,
- une convention de gestion en Flux du contingent de logements réservés par Action Logement Services et ses annexes,
- une convention relative aux échanges de données à caractère personnel.

La convention d'inventaire et de conversion des logements réservés (annexes 1a et 1b)

Il s'agit tout d'abord de recenser le contingent de logements réservés par Action Logement Services en droit de suite et en droit unique à la date du 31/12/2022.

Le droit de suite sur un logement permet à Action Logement Services de placer systématiquement un demandeur d'Action Logement sur les logements qui leurs sont réservés. Le droit unique est un droit de réservation d'une attribution unique pour Action Logement Services sur un logement ancien ou neuf du parc du bailleur. Après l'attribution à un bénéficiaire d'Action Logement, le bailleur recouvre son droit d'attribution à un demandeur de logement classique ou d'un autre contingent.

Les droits de suite sont convertis en droits uniques afin d'arrêter un volume de logements réservés par Action Logement Services.

Cette étape est réalisée une seule fois et est définitive.

Suivant la méthode décrite dans la convention jointe en annexe 1, le volume des droits uniques s'établit à 3 384.

La convention de gestion en Flux du contingent de logements réservés (annexes 2a et 2b)

La convention de gestion en flux a pour objet de concrétiser l'accord entre Action Logement Services et Pas-de-Calais habitat sur le calcul et l'organisation du flux de relogements à effectuer.

S'il s'agit d'un accord entre les parties, le décret 2020-145 du 20 février 2020 a modifié les termes de l'article R441-5 du Code de la construction et de l'habitation et a déterminé les conditions de mise en œuvre. Il est notamment précisé :

- une seule convention est conclue par bailleur et par réservataire à l'échelle d'un département,
- la convention précise les modalités de désignation des candidats en privilégiant une gestion, directe par le réservataire,
- pour le calcul du flux annuel, il est tenu compte des relogements nécessaires aux mutations internes, aux relogements dans le cadre des opérations NPNRU et aux ventes,
- la convention doit être en cohérence avec les orientations des Conférences Intercommunales du Logement.

Cette convention de gestion en flux détermine un flux d'attributions de 4 % de l'assiette de calcul **(soit environ 80 attributions à définir)**.

Une attribution est comptabilisée si elle est suivie de la signature d'un bail.

Les attributions réalisées directement par l'Office seront valorisées mais hors flux conventionnel annuel.

Cette convention fera l'objet d'un suivi entre les parties lors de rencontre tous les 6 à 12 mois et notamment après la première année de mise en place. Des ajustements pourront alors être convenus.

La convention relative aux échanges de données à caractère personnel (annexe 3)

Cette convention encadre le transfert de données à caractère personnel nécessaires pour atteindre la finalité des conventions ci-dessus, à savoir le relogement de bénéficiaires d'Action Logement Services.

Ces transferts de données permettent notamment de vérifier que le demandeur relève du périmètre d'Action Logement, la qualité du logement et la date de signature du bail.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ approuvent les 3 conventions négociées entre Action Logement Services et Pas-de-Calais habitat :
 - La convention d'inventaire et de conversion des logements réservés
 - La convention de gestion en Flux du contingent de logements réservés
 - La convention relative aux échanges de données à caractère personnel
- ✓ autorisent le Directeur général à signer et à assurer la gestion de ces 3 conventions.

Monsieur Guillaume DHAUSSY n'ayant pas participé aux débats et au vote

Décision adoptée à l'unanimité



C'est chez moi !



Convention d'inventaire et de conversion du contingent de logements réservés par Action Logement Services

ENTRE :

ACTION LOGEMENT SERVICES, Société par Actions Simplifiée, au capital de 20 000 000 d'euros, dont le siège social est sis 21, quai d'Austerlitz - 75013 PARIS, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 824 541 148, représentée par **Mr LE NY Joel** en sa qualité de Directeur régional, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **ALS** »,

D'une part,

ET :

PAS DE CALAIS HABITAT, Office Public de l'Habitat, dont le siège social est sis, 4 avenue de l'Homme - 62000 ARRAS, immatriculée au RCS d'ARRAS sous le numéro 344 077 672 représentée par **Mr FONTALIRAND Bruno** en sa qualité de Directeur général, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **le Bailleur** »,

D'autre part,

Ensemble dénommées « **les Parties** ».

PREAMBULE

L'article 114, IV, de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite ELAN, a généralisé la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Ces dispositions prévoient que les conventions de réservations conclues avant la publication de la loi ELAN et qui ne portent pas exclusivement sur un flux annuel de logements doivent être mises en conformité, dans les conditions précisées par décret.

Ainsi, pris en application des dispositions de la Loi ELAN, le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux détermine les modalités de mise en œuvre de ce mode de gestion en flux. Il fixe les modalités de calcul du flux annuel, prévoit qu'une convention soit conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département, et détermine enfin les conditions dans lesquelles l'organisme bailleur transmet un bilan annuel des logements proposés et attribués aux réservataires.

L'échéance initialement prévue par la Loi ELAN pour la mise en œuvre de cette réforme a été reportée de deux ans par la Loi n°2022-217 du 21 février 2022, dite 3DS, qui fixe l'échéance au 23 novembre 2023.

C'est dans ce contexte que les parties se sont rapprochées pour organiser, dans une première étape, le recensement et la conversion des stocks de droits réservés entre le Bailleur et ALS.

ACTION LOGEMENT

Fort de la création du Groupe voulue par les partenaires sociaux, Action Logement est aujourd'hui un acteur incontournable de la politique du logement au service des entreprises et des salariés.

Dans le Groupe, Action Logement Services a en charge la mise en œuvre des activités dédiées aux besoins des salariés pour rapprocher le logement de l'emploi, et financer le logement et les politiques publiques du logement.

Les partenaires sociaux ont souhaité qu'Action Logement se positionne résolument comme initiateur des actions à déployer au plus près des territoires pour faciliter l'emploi par le logement, en cohérence avec les politiques locales de l'Habitat, portées par les collectivités locales compétentes.

La mise en œuvre des dispositions de la réforme des attributions, et la conversion en flux des droits de réservation financés en stock grâce à la participation des employeurs à l'effort de construction, est un engagement d'Action Logement auprès des entreprises et de leurs salariés afin de leur garantir un accès fluide et régulier au logement social dans les territoires.

PAS DE CALAIS HABITAT

Pas-de-Calais habitat est un Office Public de l'Habitat, une institution sociale dont la mission ne se limite pas à la construction, l'attribution et la gestion de logements. Pionnier dans de nombreux domaines, Pas-de-Calais habitat est au service de ses locataires.

Depuis maintenant 10 ans, Pas-de-Calais habitat innove pour préserver le pouvoir d'achat des habitants en réduisant notamment le coût de chauffage de ses logements.

Pour aller encore plus loin, Pas-de-Calais habitat propose une offre adaptée aux habitants, afin d'accueillir toutes les populations dans le respect de sa mission sociale. Il propose ainsi des logements pour les jeunes, les familles, monoparentales ou recomposées, les couples sans enfant, les célibataires, les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite... Quels que soient vos besoins, l'Office peut proposer une offre adaptée, évolutive pour vous accompagner dans toutes les étapes de votre vie.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

L'article 5 du Décret du 20 février 2020 prévoit que les conventions de réservation de logements locatifs sociaux qui ne portent pas exclusivement sur un flux annuel de logements, doivent être mises en conformité, avec les dispositions des articles L. 441-1-1 et R. 441-5 à R. 441-5-4 du CCH.

Ce même article 5 du Décret prévoit que les parties peuvent s'accorder sur les modalités du passage en flux annuel de logements réservés.

Par conséquent, la convention a pour objet de :

- Recenser préalablement le contingent de logements réservés par ALS en droit de suite et en droit unique à la date du **31/12/2022**,
- Convertir les droits de suite en droits uniques pour arrêter un premier volume global de logements réservés par ALS.

Les droits de suite des structures collectives n'entrent pas dans le champ d'application de cette convention.

Les parties conviennent de reporter à une convention ultérieure les conditions et les modalités de la gestion en flux annuel des droits réservés par département.

ARTICLE 2 – Modalités d'inventaire du contingent des logements réservés par Action Logement Services (droits de suites et droits uniques) et de la conversion des droits de suite en droits uniques

Les Parties s'accordent sur les modalités conventionnelles pour convertir le stock de logements réservés en droit de suite par ALS dans le patrimoine du bailleur.

Le détail de cet inventaire par nature de droits est annexé à la présente convention.

2.1 Inventaire des logements réservés par ALS en droits de suite et en droits uniques

Cet inventaire est constitué par l'ensemble des droits réservés à date, à savoir :

- Les droits de suite en cours au titre des opérations engagées et livrées, à convertir en droits uniques,
- Les droits de suite des conventions de parc non soldées, à convertir en droits uniques,
- Les droits uniques des conventions de parc non soldées,
- L'ensemble des droits de suite et droits uniques « premiers tours » (programmes neufs) au titre des opérations engagées et non encore livrées à date, y compris les contreparties obtenues au titre des financements du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU) et du dispositif Action Cœur de Ville (ACV).

Seuls les droits de suite réservés sur les structures collectives sont exclus du champ de la conversion des droits de suite.

2.2 Méthode conventionnelle proposée pour la conversion en droit unique des logements réservés en droit de suite

Les modalités conventionnelles de conversion des stocks de droits de suite en droits uniques ont pour socle :

- La durée moyenne restant à courir sur l'ensemble droit de suite réservé,
- Le taux de rotation du bailleur défini en annexe.

Le volume des droits de suite convertis est calculé de la façon suivante :

- Somme des droits de suite des conventions ALS X durée de réservation moyenne restante à courir sur l'ensemble des droits X taux de rotation du bailleur défini en annexe

Le taux de rotation retenu pour la conversion de chaque droit de suite est précisé en annexe de la présente convention.

2.3 Modalités spécifiques relatives aux logements réservés sur les programmes neufs non encore livrés (opérations engagées, non livrées)

Il est entendu qu'ALS bénéficie de désignations sur les logements mis en location lors de la première mise en service d'une opération, dès lors que celle-ci aura été financée par ALS.

Le nombre de désignations réservé à ALS sera conforme au nombre des contreparties attendues tel qu'il aura été précisé dans la convention de financement et de réservation de l'opération.

A ce titre, les parties conviennent de recenser dans la présente convention d'inventaire l'ensemble des logements attendus dans un programme neuf non encore livré à date.

Pour mémoire, les contreparties attendues par le réservataire ALS sur le financement d'un programme neuf, peuvent s'articuler de la façon suivante :

- Des réservations localisées sur le programme neuf financé ou tout autre programme neuf défini d'un commun accord,
- Des réservations non localisées sur le parc existant du bailleur.

2.4 Modalités spécifiques relatives aux logements réservés au titre des programmes financés dans le cadre du renouvellement urbain

Pour les financements au titre du NPNRU, chaque droit de suite est converti individuellement à partir de la méthode définie dans le Règlement Général de l'ANRU en vigueur (RGA), méthode prenant en compte, à la fois un coefficient de conversion par zonage géographique, ainsi qu'un % maximum de réservation par catégorie à l'échelle de la convention pluriannuelle d'opération (cf. tableaux ci-dessous).

Annexe 3

Coefficient à appliquer au nombre de droits de suite pour déterminer le nombre de droits uniques

Coefficient du passage de droit de suite en droit unique	
Zones géographiques	Coefficient
1 - Grand pôle IDF	2,0
2 - Couronne Grand pôle IDF + Métropoles d'Aix Marseille Provence / Métropole de Lyon / Métropole de Nice / Métropole de Toulon	2,2
3- Grand pôle corse PACA et Rhône alpes	2,9
4 - Autres Grands pôles	3,2
5 - autres communes	3,3

Calcul du nombre de droits de réservation en droits uniques maximal selon la catégorie d'opération				
Zones géographiques/Type d'opérations	% sur nombre total de logements construits hors QPV	% sur nbre total de logements construits en QPV	% sur nombre total de logements requalifiés < à 45 000 €	% sur nombre total de logements requalifiés > à 45 000 €
1 - Grand pôle IDF	25,0	35,0	35,0	40,0
2 - Couronne Grand pôle IDF + Métropoles d'Aix Marseille Provence / Métropole de Lyon / Métropole de Nice / Métropole de Toulon	27,5	38,5	38,5	44,0
3- Grand pôle corse PACA et Rhône alpes	36,3	50,8	50,8	58,0
4 - Autres Grands pôles	40,0	56,0	56,0	64,0
5 - autres communes	41,3	57,8	57,8	66,0

Pour les financements au titre du PNRU, et dans l'attente des négociations en cours avec l'Etat, il est proposé de régulariser ultérieurement un avenant à ce titre.

ARTICLE 3 – SORT DES CONVENTIONS DE RESERVATIONS EN COURS

La Convention s'applique dans le cadre de l'exécution des conventions de réservation en cours signées par le Bailleur.

A ce titre, les conditions et modalités de réservation fixées par les conventions en cours, restent applicables jusqu'à la signature de la convention annuelle de réservation en flux.

ARTICLE 4 - SUIVI DE LA CONVENTION - REVOYURE

La Convention annule et remplace tout document ou conditions portant sur le même objet qui auraient pu être conclus entre les Parties. Toute modification des présentes ne pourra être effectuée que par voie d'avenant signé par les deux Parties.

En cas de restructuration du Bailleur au cours de la Convention, les Parties s'engagent à se rencontrer pour modifier la Convention.

Le pilotage opérationnel de la présente convention sera assuré conjointement par ALS et le Bailleur, et se manifesterà par la réunion, aussi souvent que nécessaire, des services opérationnels en charge du suivi. Il sera composé de représentants d'Action Logement Services et du Bailleur.

Les décisions prises à l'issue de ces réunions de pilotage ne pourront modifier les stipulations contractuelles que dans la mesure où elles auront été ratifiées par un avenant signé par les Parties.

ARTICLE 5 - DUREE ET PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa signature et poursuit ses effets jusqu'à la signature de la convention de réservation prévue au décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Les modalités de conversion et les données chiffrées, issues de cette convention d'inventaire et de conversion du contingent de logements réservés par Action Logement Services, seront intégrées à la future convention de réservation.

ARTICLE 6 - RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de désaccord sérieux sur l'interprétation, ou l'application, de la présente convention, les parties conviennent de mettre tous les moyens en œuvre pour aboutir à la résolution de ce désaccord, éventuellement par la signature d'un avenant.

En cas de persistance de ce désaccord, la résiliation de la présente convention peut être demandée de plein droit par l'une des parties. Cette résiliation intervient à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant réception par l'autre partie de la demande adressée par voie postale avec avis de réception.

Toutefois, en cas de modifications législatives ou réglementaires régissant ALS, en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général, ALS et le Bailleur peuvent, dans le respect d'un préavis réduit d'une durée de 15 jours minimum, résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les Parties s'engagent à respecter la législation en vigueur applicable en France, aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD »).

A ce titre, les Parties s'engagent à prendre toutes précautions utiles et mettre en place les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel, et notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés.

Les Parties s'engagent respectivement à communiquer aux personnes concernées les informations nécessaires pour notamment exercer leurs droits d'accès, de rectification et d'effacement conformément à la législation française relative à la protection des données personnelles et au RGPD.

ARTICLE 8 - LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Chacune des Parties déclare et garantit respecter et remplir toutes les obligations qui lui incombent au titre des lois et réglementations relatives au respect des droits humains, sociaux et environnementaux résultant de ses activités, dont notamment en France, la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (loi « sur le devoir de vigilance ») et la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi « Sapin II »).

En conséquence, chacune des Parties déclare qu'elle-même, ses dirigeants et collaborateurs respectent les lois et réglementations nationales et/ou européennes et/ou internationales en matière de lutte contre la fraude et la corruption, n'agissent et n'agiront pas en vue de proposer un avantage indu financier ou de tout autre nature, depuis l'entrée en relation, prennent et prendront toutes les mesures raisonnables afin de prévenir toute influence de cette nature.

De plus, les Parties sont tenues de respecter les dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et plus généralement à exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par leurs clients.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à une stricte obligation de confidentialité concernant les informations et documents relatifs aux bénéficiaires des aides/services/produits d'ALS.

Les Parties conviennent mutuellement d'une stricte obligation de confidentialité concernant les informations et documents dont ils pourraient avoir connaissance ou communication, à l'occasion de l'élaboration et/ou de l'exécution de la présente convention.

L'ensemble des supports, papier ou informatique, fournis par ALS, responsable de traitement, et tous documents de quelques natures qu'ils soient résultant d'un traitement restent la propriété d'ALS.

Les données contenues dans les supports et documents communiqués par Action Logement sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la collectivité pourrait prendre connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Il est toutefois précisé que certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme.

Les parties s'engagent à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

ALS se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraîtrait utile pour vérifier le respect des obligations précitées par le Bailleur.

ALS pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnisation du Bailleur en cas de violation, par cette dernière, du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 10 - AUTORITES DE CONTROLE

Action Logement Services, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située Grande Arche - Paroi Sud - 92055 Paris La Défense Cedex (www.ancols.fr).

L'autorité chargée du contrôle des établissements de crédit est l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4, place de Budapest CS 92459 - 75436 Paris cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

La direction du ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance chargée de contribuer à l'efficacité économique, au bénéfice des consommateurs, est la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) située 59, boulevard Vincent Auriol - 75013 Paris cedex 13.

ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

A défaut d'accord amiable entre les parties pour tout différend relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution ou la rupture de la présente convention signée par les parties, il est fait expressément attribution de compétence aux juridictions civiles du ressort de la Cour d'Appel de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appelés en garantie.

ARTICLE 12 - LOI APPLICABLE ET ELECTION DE DOMICILE

La présente convention est soumise à la loi française.

Fait en deux exemplaires, à _____, le ____ / ____ /2023

M. LE NY Joel
Action Logement

M. FONTALIRAND Bruno
PAS DE CALAIS Habitat



ANNEXES

1 – Etat des stocks de droits au 31/12/2022

1.1 – Compilation des droits de réservation logement social familial :

	Stock de droits issus de la conversion de DS existants		Stock de DU existant au 31/12/2022* (conventions de parc)	Stock de droits issus des opérations engagées non livrées		TOTAL DE DU RETENUS
	Stock de DS au 31/12/2022	Volume de DU convertis (volume final après négociation)		Stock de DS au 31/12/2022	Volume de DU convertis	
Dept 62 - PAS DE CALAIS	2 257	2721	663	0	0	3384
France entière	2 257	2 721	663	0	0	3384

* Stock de DU neufs et DU sur Parc, logements social familial uniquement (hors structures collectives et logement intermédiaire), ACV, RU inclus.

1.2 – Focus sur le renouvellement urbain :

Compilation des droits de réservation issus des financements NPNRU

	Stock de droits issus de la conversion de DS existants		Stock de DU existant au 31/12/2023* (conventions de parc)	Stock de droits issus des opérations engagées non livrées		TOTAL DE DU RETENUS
	Stock de DS au 31/12/2022	Volume de DU convertis (volume final après négociation)		Stock de DS au 31/12/2023	Volume de DU convertis	
Dept 62 - PAS DE CALAIS	24	77	84	0	0	161
France entière	24	77	84	0	0	161

1.3 - Stocks de droits issus d'opérations engagées non livrées :

Nom d'opération	Adresse	Ville	Département	Opération en QPV / Hors QPV	QPV de rattachement	Droit issu de financement ACV, RU	Type de réservation locative attendue (DS/DU)	Calendrier prévisionnel de livraison	Nombre de DS	Si DS, durée de convention	Si DS, taux de rotation	Si DS, nbre d'équivalent DU	Nombre de DU sur opération neuve (1er tours)	Nombre de DU sur parc	Nombre total de DU (conversions DS + DU conventions de parc)
Opération 1	Chemin De Bully	LIEVIN	62				DU	déc-23					6	10	
Opération 2	RUE RAOUL BRIQUET	ST NICOLAS	62				DU	déc-25						65	
Opération 3	1 SQUARE CEZANNE - RESIDENCE BAUDIMONT	ARRAS	62			RU	DU	sept-23						65	
Opération 4	9 - 11 et 13 rue du Luxembourg	BETHUNE	62			RU	DU	déc-23						19	
Opération 5	RUE ST DIZIER AU MOULIN DU LOISON	HARNES	62				DU							8	

2 – Taux de rotation retenu par territoire

Territoire	Taux de rotation retenu
Haut de France	7,40%



Convention de Gestion en Flux du contingent de logements réservés par Action Logement Services

Entre :

ACTION LOGEMENT SERVICES, Société par Actions Simplifiée, au capital de 20 000 000 d'euros, dont le siège social est sis 21, quai d'Austerlitz - 75013 PARIS, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 824 541 148, représentée par **Mr LE NY Joel** en sa qualité de Directeur régional, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **ALS, ou Le réservataire** »,

D'une part,

ET :

PAS DE CALAIS HABITAT, Office Public de l'Habitat, dont le siège social est sis, 4 avenue de l'Homme - 62000 ARRAS, immatriculée au RCS d'ARRAS sous le numéro 344 077 672 représentée par **Mr FONTALIRAND Bruno** en sa qualité de Directeur général, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **le Bailleur** »,

D'autre part,

Ensemble dénommées « **les Parties** ».

Préambule

En application de l'article L.313-26 du Code de la construction et de l'habitation, le Bailleur doit affecter les logements locatifs réservés à des candidats désignés par ALS, cette obligation est la contrepartie directe du financement accordé par le réservataire au Bailleur.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018, dite Loi ELAN, la gestion en flux des contingents de logements réservés en contrepartie des financements apportés par les réservataires aux bailleurs est généralisée.

L'échéance initialement prévue par la Loi ELAN pour la mise en œuvre de cette réforme a été reportée de deux ans par la Loi n°2022-217 du 21 février 2022, dite 3DS, qui fixe l'échéance au 21 novembre 2023.

Le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, a modifié les termes de l'article R 441-5 du Code de la construction et de l'habitation, et a déterminé les conditions de mise en œuvre suivantes :

- Une seule convention de réservation est conclue par bailleur et par réservataire à l'échelle du département,
- Les réservations portent sur un flux annuel de logements exprimés en pourcentage du patrimoine locatif social du Bailleur,
- Pour le calcul du flux annuel sont soustraits de l'assiette les logements nécessaires, pour une année donnée :
 - o Aux mutations internes des locataires du parc social du Bailleur,
 - o Aux relogements dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine ou de lutte contre l'habitat indigne,
 - o Aux opérations de requalification des copropriétés dégradées,
 - o Aux opérations de vente de logements,
- La convention précise les modalités de désignation des candidats par le réservataire ALS qui privilégie le mode de gestion directe des logements réservés, sans exclure une part en gestion partenariale à l'initiative du Bailleur,
- La convention prévoit les modalités de concertation entre le Bailleur et l'ensemble des réservataires sur les logements mis en location lors de la première mise en service d'un programme,
- Les termes de la convention prennent en compte les obligations du réservataire ALS au titre du logement des publics prioritaires,
- La convention sera mise en cohérence avec les orientations des Conférences Intercommunales du Logement réunies par les EPCI du département,
- La convention est actualisée annuellement pour adapter le calcul des réservations, intégrer les nouveaux programmes et tenir compte de l'évolution de l'assiette,
- La convention entre les Parties ne pourra pas être conclue avant celle du préfet,
- La convention sera transmise au préfet et aux présidents des EPCI (LEC) présents sur le département.

Les Parties conviennent que la première année de mise en œuvre de la gestion en flux constitue une première phase qui fera l'objet d'un suivi partenarial. Les dispositions aujourd'hui conventionnées pourront ainsi être révisées dans le temps, et être remises à jour pour tenir compte des éventuels ajustements nécessaires.

Article 1 – Définitions et grands principes partagés entre les Parties

Les termes utilisés dans la convention ont les définitions suivantes :

- **DS** : droit de suite de réservation, sur un logement identifié, géré en stock,
- **DU** : droit de réservation pour une désignation unique sur un logement dans le patrimoine du bailleur. Les DU sont de deux natures : les DU sur le parc ancien et les DU attendus à la première commercialisation,
- **Le volume de droits** : représente le volume de DU attendu par le réservataire. Ce volume de droits est constitué, à la fois par la conversion des droits de suite réservés en DU, et directement par les conventions de réservation en DU. Ce volume évolue en fonction des placements et des investissements,
- **Mise à disposition d'une offre locative** : le Bailleur adresse à ALS une offre de logement dans le respect des dispositions décrites à l'article 5,
- **Le placement d'une offre de logement** : correspond à la consommation d'un DU sur le volume de droits,

Cette consommation est effective :

- *après la signature d'un bail,*
- **Bénéficiaires ALS** : Salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus, quelle que soient l'ancienneté et la nature du contrat de travail, ou demandeur d'emploi pour les demandes de logement dans le cadre du dispositif « Droit au logement opposable » (DALO) ; salariés des entreprises du secteur agricole versant la participation des employeurs agricoles à l'effort de construction (PEAEC) quelles que soient l'ancienneté et la nature du contrat de travail ; les préretraités sont assimilés aux salariés (Directive et Circulaire ALG des 12 avril et 12 juin 2018),
- **Flux annuel réservé à Action Logement Services** : Le flux correspond à la part de l'assiette, permettant d'atteindre les objectifs négociés.

Article 2 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de concrétiser l'accord des Parties sur la manière de calculer et d'organiser le flux annuel de logements réservés par ALS à l'échelle du département du Pas de Calais (62). L'objectif de cet accord est d'établir un flux de logements destinés aux bénéficiaires ALS.

Cette convention fait suite à une première convention d'inventaire et de conversion en flux des droits réservés, signée entre le Bailleur et ALS, qui avait pour objet d'échanger entre les Parties les données relatives à la localisation, au nombre, des logements réservés en l'état des conventions conclues arrêtés à la date du 31/12/2022. (Annexe 1)

Cette première convention a également permis d'identifier le volume de droits réservés par ALS dans le patrimoine du bailleur, gérés en stock, convertis de DS en DU, ou directement réservés en DU, gérés en flux.

Article 3 – Durée de la Convention

La Convention régit la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Elle est reconduite tacitement par période d'un an, dans la limite de trois ans. Elle pourra être modifiée par voie d'avenant en application de la clause de revoyure (article 7).

Article 4– Le calcul du flux annuel

Le flux annuel réservé à ALS doit permettre de faciliter le logement dans le parc social des salariés demandeurs, afin de valoriser le lien emploi-logement dans les territoires. A ce titre, au-delà du flux annuel conventionné entre elles, les Parties souhaitent valoriser des relogements dans le parc du Bailleur au bénéfice de candidats salariés relevant d'ALS, et à ce titre feront état de ces logements dans un bilan hors flux conventionnel, précisé ci-dessous.

4-1 – Le flux conventionnel (flux annuel réservé à ALS)

Les Parties conviennent que le flux annuel conventionnel de logements du réservataire est défini de la façon suivante :

- Le flux annuel doit être en relation avec la moyenne des attributions réalisées ces trois dernières années au bénéfice des demandeurs relevant du périmètre du réservataire ALS.
- Ce volume sera exprimé en pourcentage de l'assiette du flux attendu, soit 4 % annuellement.
- Dans le respect des engagements du Bailleur envers les réservataires Etat et Collectivités territoriales au titre des dispositions du décret du 20/02/2020.

Pour la première année d'entrée en vigueur de la gestion en flux, le Bailleur communiquera à ALS avant le 31/12/2023 l'estimation prévisionnelle du flux disponible pour l'année 2024

A compter de cette information, le volume annuel moyen d'attributions attendues par ALS pourra être exprimé en pourcentage.

4-2 – Les logements hors flux conventionnel annuel

- Au-delà du flux conventionnel annuel, le réservataire ALS pourra désigner à la CALEOL des demandeurs déjà locataires du parc social et relevant d'un motif de relogement pour lequel le Bailleur aura pu soustraire des logements du flux.

Le réservataire ALS contribuera à répondre aux attentes des demandes de mutation dans le parc social, et/ou de relogement au titre des opérations de renouvellement urbain, en dehors de son flux conventionnel, afin de participer à la fluidité dans le parc social et aux enjeux des politiques publiques.

- Les attributions réalisées directement par le Bailleur pour des demandeurs salariés bénéficiaires ALS, dans le respect des dispositions de l'annexe 4, seront prises en compte dans ce suivi hors flux, afin de valoriser le logement des salariés sur le territoire dans le respect des dispositions de l'annexe 4

Ces attributions ne seront pas décomptées du flux attendu.

Article 5– Modalités d’application de la gestion en flux

Les étapes suivantes sont constitutives de la relation entre le réservataire et le Bailleur pour mettre en œuvre le flux de logements réservés.

5-1 – Les offres mises à disposition par le Bailleur

5-1-1 – La caractéristique des offres par rapport aux demandes présentées par le réservataire

Le Bailleur s’engage à mettre à disposition du réservataire des logements dans l’ensemble de son patrimoine sur le département, en veillant à l’équilibre territorial des besoins des demandeurs salariés, et à la diversité des situations économiques et familiales des demandes en termes de typologie de logement et de plafonds de ressources.

Les Parties s’engagent conjointement à développer le lien « emploi-logement » sur le département afin de favoriser le développement économique des territoires en rapprochant les salariés des bassins d’emplois.

A ce titre, les parties identifient sur le département les secteurs géographiques suivants sur lesquels le réservataire ALS a enregistré un volume de demandes nécessitant une vigilance particulière. L’état des demandes exprimées chez ALS en annexe sera actualisé et transmis régulièrement comme outil d’aide au déclenchement d’un envoi du flux. Un point régulier, à minima annuel, sera fait entre le Bailleur et ALS sur ces demandes. La liste des secteurs identifiés est en annexe 2 :

5-1-2 – Des offres adaptées aux engagements du réservataire au titre des publics prioritaires

Le décret du 20/02/2020 indique que la convention doit permettre aux réservataires concernés d’atteindre leurs objectifs en faveur des publics prioritaire. Pour ALS, l’objectif légal d’attribution en faveur des publics prioritaires relève des dispositions de l’article L 313-26-2 du CCH, à savoir 25% de ses attributions annuelles.

5-2 – Les conditions et délais de la mise à disposition des offres

En application de l’article L.313-26 du Code de la construction et de l’habitation, le Bailleur doit affecter les logements locatifs réservés à des candidats désignés par ALS, cette obligation est la contrepartie directe du financement accordé par le réservataire au Bailleur.

Le contrat de réservation associé à la convention de financement précise :

- un **logement neuf** est un logement achevé depuis moins de 5 ans et qui n’a jamais été habité ou utilisé sous quelque forme que ce soit ou un logement acquis ou réhabilité qui n’a jamais été habité ni utilisé depuis sa réhabilitation.
- un **logement ancien** est un logement qui a déjà fait l’objet d’une occupation ;

Les modalités de la mise à disposition des offres diffèrent selon que l’offre de logement est issue d’un programme neuf ou du parc ancien.

5-2-1 – Logements issus de programmes neufs

Le décret du 20/02/2020 prévoit que la convention de réservation précise les modalités de concertation que le Bailleur organise avec l'ensemble des réservataires concernés relativement aux désignations sur les logements mis en location lors de la première commercialisation d'un programme.

A ce titre, le Bailleur s'engage à associer le réservataire ALS lors de la concertation organisée pour la mise en service des programmes neufs (listés en annexe 3) qui correspondent aux logements financés en droit unique sur opération en neuf.

5-2-2 – Délai de commercialisation et de désignation sur les logements issus de programmes neufs

Pour la mise à disposition effective d'un logement neuf, le Bailleur s'engage à garantir à ALS un délai de commercialisation de quatre (4) mois lui permettant de présenter des candidats à la location sur les logements réservés.

Les informations nécessaires à ALS pour commercialiser les logements issus du programme neuf figurent dans la convention de réservation du programme.

5-2-3 – Délai de désignation sur les logements issus du parc ancien

A compter de la date de réception des éléments d'information, ALS disposera d'un délai d'un (1) mois pour présenter un ou plusieurs candidats et transmettre les dossiers de candidature comprenant l'ensemble des documents et renseignements demandés. Ce délai est conforme à l'article L 441-1 du CCH.

Article 6- Désignation des candidats à la location

Les parties conviennent que le mode de gestion privilégié par ALS est celui de la gestion directe de son flux de logements réservés. Une part du flux des logements réservés pourra être gérée directement par le bailleur, au titre d'une gestion partenariale des demandes des salariés relevant des bénéficiaires ALS.

Sur les territoires, ALS et les bailleurs respectons les règles locales et notamment celles fixées par l'Etat au titre des politiques locales d'attribution.

6-1 – La désignation des candidats par ALS

Conformément aux dispositions de l'article R 441-1-3 du CCH, lorsque le Bailleur propose un logement au réservataire, celui-ci s'engage à lui présenter dans le délai de désignation rappelé ci-dessus, trois candidats sauf insuffisance de candidat ou demandeur reconnu prioritaire au titre du DALO ou sauf accord préalable entre les parties et dans le respect de la réglementation en vigueur.

La notification adressée par ALS au Bailleur mentionne le NUD/NUR des candidats ainsi que la désignation du logement à louer.

Article 7 – Conditions de suivi du flux de logements réservés et reporting

- Suivi de l'objectif annuel :

Conformément au décret du 20 février 2020, le Bailleur transmettra annuellement un bilan des logements proposés ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par :

- Réservataire
- Typologie de logements
- Type de financement
- Localisation hors et en quartier politique de la ville
- Commune
- Période de construction

L'atteinte de l'objectif annuel sera apprécié au regard de ces données.

- Bilan annuel du volume de droits

A la fin de chaque exercice, un bilan annuel permettant la mise à jour du volume de droits sera réalisé conjointement entre ALS et le bailleur.

Ce bilan recensera :

- Les nouveaux DU issus des financements de l'année N-1 en distinguant les DU de 1er tour et les DU sur parc
- La consommation des DU, en prenant en compte le placement des offres de logement sur l'année
- L'état des opérations neuves attendues dans l'année (recensement des abandons de programmes ou des modifications d'agréments)

La mise à jour annuelle du volume de droits devra faire apparaître la part des placements désignés par ALS et ceux désignés par le Bailleur en gestion partenariale.

Article 8 – Clause de revoyure

Les Parties conviennent de se réunir dans un délai de 6 à 12 mois à compter de la signature de la présente convention afin de faire un point d'étape sur sa mise en œuvre. A cette occasion, les Parties pourront convenir d'adapter ou de modifier la convention. Toute adaptation ou modification fera l'objet d'un avenant.

Article 9- Dispositions spécifiques aux logements issus des financements PNRU

Cf circulaire ministérielle à venir.

Article 10- Résiliation de la Convention

En cas de manquement grave de l'une des parties à ses obligations contractuelles, constaté par courrier recommandé avec demande d'avis de réception valant mise en demeure d'y remédier sous un délai de préavis de trente (30) jours, l'autre partie aura la faculté de notifier, si le manquement subsiste à l'issue dudit délai, par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, sa décision de résilier la Convention sans préjudice des dommages et intérêts auxquels cette dernière pourra prétendre du fait des manquements constatés. Cette résiliation interviendra alors de plein droit et sans formalité à la date de réception de ladite notification de résiliation.

Toutefois, en cas de modifications législatives ou réglementaires régissant ALS, en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général, ALS et le Bailleur peuvent, dans le respect d'un préavis réduit d'une durée de 15 jours minimum, résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – Conventions ou contrats antérieurs

Il est convenu entre les Parties que la présente convention n'a pas vocation à modifier les conventions ou contrats de financement (contrat de prêt et/ou de subvention) ainsi que les conventions ou contrats de réservation adossés à ces financements, sauf en ce qui concerne la manière de calculer et d'organiser le flux annuel de logements réservés par ALS.

Article 12– informatique et libertés

Les Parties s'engagent à respecter la législation en vigueur applicable en France, aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD »).

A ce titre, les Parties s'engagent à prendre toutes précautions utiles et mettre en place les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel, et notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés.

Les Parties s'engagent respectivement à communiquer aux personnes concernées les informations nécessaires pour notamment exercer leurs droits d'accès, de rectification et d'effacement conformément à la législation française relative à la protection des données personnelles et au RGPD.

Article 13 - Lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Chacune des Parties déclare et garantit respecter et remplir toutes les obligations qui lui incombent au titre des lois et réglementations relatives au respect des droits humains, sociaux et environnementaux résultant de ses activités, dont notamment en France, la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (loi « sur le devoir de vigilance ») et la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi « Sapin II »).

En conséquence, chacune des Parties déclare qu'elle-même, ses dirigeants et collaborateurs respectent les lois et réglementations nationales et/ou européennes et/ou internationales en matière de lutte contre la fraude et la corruption, n'agissent et n'agiront pas en vue de proposer un avantage indu financier ou de tout autre nature, depuis l'entrée en relation, prennent et prendront toutes les mesures raisonnables afin de prévenir toute influence de cette nature.

De plus, les Parties sont tenues de respecter les dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et plus généralement à exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par leurs clients.

Article 14 – Confidentialité

Les Parties s'engagent à une stricte obligation de confidentialité concernant les informations et documents relatifs aux bénéficiaires des aides/services/produits d'ALS.

Les Parties conviennent mutuellement d'une stricte obligation de confidentialité concernant les informations et documents dont ils pourraient avoir connaissance ou communication, à l'occasion de l'élaboration et/ou de l'exécution de la présente convention.

L'ensemble des supports, papier ou informatique, fournis par ALS, responsable de traitement, et tous documents de quelques natures qu'ils soient résultant d'un traitement restent la propriété d'ALS.

Les données contenues dans les supports et documents communiqués par Action Logement sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la collectivité pourrait prendre connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Il est toutefois précisé que certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme.

Les parties s'engagent à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Les parties se réservent le droit de procéder à toutes vérifications qui leur paraîtraient utiles pour vérifier le respect des obligations précitées par l'une d'entre elles.

Les parties pourront prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnisation, en cas de violation par l'une d'entre elles, du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Article 15 - Autorités de contrôle

Action Logement Services, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située Grande Arche – Paroi Sud – 92055 Paris La Défense Cedex (www.ancols.fr).

L'autorité chargée du contrôle des établissements de crédit est l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4, place de Budapest CS 92459 - 75436 Paris cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr). La direction du ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance chargée de contribuer à l'efficacité économique, au bénéfice des consommateurs, est la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) située 59, boulevard Vincent Auriol - 75013 Paris cedex 13.

Article 16 - Attribution de compétence

A défaut d'accord amiable entre les parties pour tout différend relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution ou la rupture de la présente convention signée par les parties, il est fait expressément attribution de compétence aux juridictions civiles du ressort de la Cour d'Appel de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appelés en garantie.

Article 17 - Loi applicable et election de domicile

La présente convention est soumise à la loi française.

Fait en deux exemplaires,
à,

le

ACTION LOGEMENT SERVICES
Mr LE NY Joel

PAS DE CALAIS HABITAT
Mr FONTALIRAND Bruno



ANNEXES

1 – Convention d’inventaire et de conversion du contingent de logements réservés par Action Logement Services

Annexée à la présente convention

2 – Etat des demandes exprimées chez ALS par EPCI :

Département du Pas de Calais (62)	0 à 60 % du PLUS							60 à 100 % du PLUS							100 à 130 % du PLUS						Sup à 130 % du PLUS					Total général
	T1	T2	T3	T4	T5	T6P	Total	T1	T2	T3	T4	T5	T6P	Total	T1	T2	T3	T4	T5	Total	T1	T2	T3	T4	Total	
CA de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane	10	51	96	56	24		237	5	30	24	18	2		79		5	7	4	1	17		2	1	5	8	341
CA de Lens - Liévin	31	126	227	142	34	6	566	13	50	80	47	6	1	197	5	13	24	5	1	48	1	6	5	4	16	827
CA des Deux Baies en Montreuillois	4	18	32	31	5	2	92		14	11	7	2		34		2	4			6	1				1	133
CA d'Hénin-Carvin	19	68	125	91	18		321	12	47	58	27	3		147		11	8	6	1	26	3	5	7	2	17	511
CA du Boulonnais	12	41	43	52	15	4	167	7	20	24	19			70	1	1	1	1	1	5		1	3		4	246
CA du Pays de Saint-Omer	13	22	42	44	9	1	131	4	13	12	4			33	1	3	1			5				1	1	170
CA Grand Calais Terres et Mers	7	32	46	48	10		143	6	10	16	10	3		45	1	5	3	2		11		1	1	2	4	203
CC de Desvres-Samer	1	2	3	3	2		11			1	1			2												13
CC de la Région d'Audruicq		2	6	6		2	16		1	2	1			4			1			1						21
CC de la Terre des Deux Caps	1	6	14	2	1		24	1	3	1	4	1		10								1			1	35
CC des Campagnes de l'Artois	1		3	2		2	8		1		1			2												10
CC des Sept Vallées		1	2	2			5	1		1				2												7
CC du Haut Pays du Montreuillois			2	1			3																			3
CC du Pays de Lumbres		2		2	1		5	1		1				2												7
CC du Sud-Artois		6	7	9	2		24		1	2	3			6												30
CC du Ternois	1	1	2	3	1		8			2				2												10
CC Flandre Lys	1	5	4	4	1		15	1	2					3		1	1	1		3						21
CC Osartis Marquion		4	6	8	2		20	1	6		1	1		9										1	1	30
CC Pays d'Opale			2	4		1	7				1			1	1					1						9
CU d'Arras	29	96	108	78	8	2	321	17	55	34	23			129	2	9	7	8	1	27	1	7	5	1	14	491
Total général	130	483	770	588	133	20	2124	69	253	269	167	18	1	777	11	50	57	27	5	150	6	23	22	16	67	3118

3 – Description des modalités de concertation et Tableau de suivi des programmes neufs

3.1 - Rappel – Mise à disposition des logements réservés issus de programmes neufs

Pour chaque livraison de programme de logements sociaux neufs, l'identification des logements réservés pour chaque réservataire est réalisée dans le cadre d'une concertation.

En qualité de réservataire, ALS participera aux différentes commissions de répartition des réservations organisées par le Bailleur.

Au plus tard lors de la mise en service de l'opération, cette répartition fait l'objet d'un enregistrement dans les bases de données RPLS et d'une communication auprès des réservataires des numéros RPLS des logements réservés.

Le Bailleur s'engage à garantir à ALS un délai de commercialisation de quatre (4) Mois lui permettant de présenter des candidats à la location sur les logements réservés.

Le Bailleur devra remettre à ALS, au plus tôt six (6) Mois et au plus tard trois (3) Mois avant la date effective de livraison des logements, le dossier de commercialisation comprenant, au minimum, les éléments suivants :

- un descriptif de l'Opération et des équipements prévus ;
- le plan de situation et le plan de masse de la ou des opérations dans lesquelles sont situés les logements réservés ;
- l'adresse postale des logements réservés ou, à défaut, toutes les informations utiles permettant de localiser précisément l'ensemble immobilier ;
- le plan détaillé des logements réservés et de leurs annexes, ainsi que, s'il s'agit d'appartements, leur situation dans l'immeuble
- une fiche précisant le public accueilli (projet social) pour les logements réservés en structures collectives ;
- la référence des logements du Bailleur et n° RPLS si possible ;
- la typologie et la surface habitable ;
- le montant définitif du loyer/redevance et des charges prévisionnelles de chaque logement et de ses annexes ;
- le mode de chauffage des logements ;
- la (les) date(s) de mise en location prévisionnelle(s) ;
- les informations relatives au logement témoin et les modalités de visite, le cas échéant.

Le bailleur et le réservataire s'accordent sur le fait que si le réservataire n'a pas proposé de candidats au moment de la livraison des logements, le bailleur reprend les logements. Si le délai de quatre mois visés précédemment n'est pas respecté, cette reprise fait l'objet d'un échange entre les parties.

3.2 Tableau de suivi des programmes neufs

Commune	Code Postal	Adresse	Flux réservé par ALS	Numero de Convention	Date prévisionnelle de livraison
LIEVIN	62800	Chemin De Bully	6	1039515 - 1039516 - 1039517	Livraison 12/23
ST NICOLAS	62223	RUE RAOUL BRIQUET	0	1069819 - 1069820 - 1069821 - 1069822	Livraison 12/25
ARRAS	62000	1 SQUARE CEZANNE - RESIDENCE BAUDIMONT	0	1070749	Livraison 09/2023
BETHUNE	62400	9 - 11 et 13 rue du Luxembourg	0	1059158	Livraison 12/2023
HARNES	62440	RUE ST DIZIER AU MOULIN DU LOISON	0	1079592	
AVION	62210	1- 3 ET 5 RUE EMILE ZOLA	4	1084626	
AVION	62210	2 - 4 ET 6 RUE ROGER MARTIN DU GARD	6	1084627	
OUTREAU	62230	4 RUE ALFRED LETAILLEUR	2	1084431 -1084432	

4 – Echanges de données à caractère personnel dans le cadre de la gestion partenariale

Annexée à la présente convention : Convention relative aux échanges de données à caractère personnel dans le traitement des attributions réalisées directement par le bailleur au bénéfice des demandeurs salariés relevant du réservataire Action Logement Service

Convention relative aux échanges de données à caractère personnel dans le traitement des attributions réalisées directement par le bailleur au bénéfice des demandeurs salariés relevant du réservataire Action Logement Services

La présente convention est établie entre

ACTION LOGEMENT SERVICES, Société par Actions Simplifiée, au capital de 20 000 000 d'euros, dont le siège social est sis 21, quai d'Austerlitz - 75013 PARIS, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 824 541 148, représentée par **Mr LE NY Joel** en sa qualité de Directeur régional, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommé « **ALS** » / **Action Logement Services**

Et

PAS DE CALAIS HABITAT, Office Public de l'Habitat, dont le siège social est sis, 4 avenue de l'Homme - 62000 ARRAS, immatriculée au RCS d'ARRAS sous le numéro 344 077 672 représentée par **Mr FONTALIRAND Bruno** en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommé « **Bailleur** » / **Pas de Calais Habitat**

Action Logement Services et Pas de Calais Habitat dénommés ensemble les « *Parties* » et individuellement une « *Partie* »

Préambule

Action Logement a pour mission de proposer des solutions liées au logement afin de favoriser le développement économique et l'emploi. Gérée paritairement par les Partenaires Sociaux, Action Logement conçoit des services répondant aux difficultés pratiques que les salariés peuvent rencontrer dans leur parcours résidentiel, apporte son soutien financier aux locataires et aux accédants et propose aux salariés et à leurs familles une offre de logement réservée auprès de ses partenaires bailleurs afin de favoriser le lien emploi-logement.

ALS partage, avec les bailleurs et les territoires, les objectifs de la réforme des attributions et souhaite faciliter l'accès des demandeurs salariés au logement social, notamment ceux reconnus prioritaires. D'autres enjeux sont partagés avec l'ensemble des intervenants, celui de la mixité sociale dans le respect des équilibres territoriaux, celui de la mobilité dans le parc social, celui d'un accès au logement social plus autonome de la part des demandeurs.

Tous ces enjeux partagés entre différents intervenants concourent à transformer les processus d'attribution des logements sociaux et à renouveler les relations entre les parties intervenantes.

Dans ce contexte, les Partenaires Sociaux et Action Logement ont réalisé une refonte des outils et des pratiques du réservataire ALS pour accompagner les salariés des entreprises cotisantes à la PEEC et à la PEAEC dans leur accès au logement social.

La plateforme AL'in

Action Logement met à disposition des salariés demandeurs d'un logement, la plateforme AL'in dédiée à la gestion des offres de logement et à la transmission des candidatures des salariés des entreprises.

La plateforme AL'in a été développée en reprenant les concepts de la réforme des attributions : le passage à la gestion en flux, la location active, la publication des conditions de désignation. La location active est un des principes fondamentaux de la plateforme AL'in et les Parties s'accordent pour optimiser l'offre de logement portée à la connaissance des demandeurs salariés, dans le respect des conventions de réservation en vigueur entre les Parties.

La plateforme AL'in constitue une pré-configuration facilitatrice de la transformation de l'activité des réservataires et des bailleurs sociaux dans l'optique du passage à la gestion en flux des droits de réservation des logements sociaux, qui donnera lieu à une nouvelle convention entre les Parties.

Le mode de gestion de ses droits de réservation par Action Logement Services

ALS réitère son engagement à accompagner directement les demandeurs salariés dans leur accès au logement social, notamment grâce à l'utilisation des fonctionnalités apportées par la plateforme AL'in. Le réservataire Action Logement opte pour un mode de gestion en direct de ses logements réservés dans le patrimoine du bailleur, ce mode de gestion étant rappelé dans les conventions de réservation en lien avec les conventions de financement conclues entre Action Logement et le Bailleur.

Pour autant, parmi les solutions partagées entre les Parties pour rappeler les enjeux de la réforme des attributions, le maintien des volumes d'attributions au bénéfice des demandeurs relevant du périmètre du réservataire ALS est une priorité.

Les Parties s'accordent pour se donner mutuellement les moyens de maintenir au mieux les volumes d'attributions attendus par les demandeurs salariés s'adressant à Action Logement.

A ce titre, les Parties conviennent que des attributions réalisées directement par le bailleur, au bénéfice de demandeurs salariés du secteur privé, pourront être rattachées au flux annuel de logements réservés par Action Logement Services, dans le respect des modalités définies dans la convention de gestion en flux conclue entre les Parties.

Afin de sécuriser les échanges de données personnelles nécessaires au suivi des attributions réalisées directement par le Bailleur, ALS et le Bailleur conviennent de la nécessité d'encadrer la gestion et la transmission de ces données en application de la réglementation « informatique et libertés » ci-après définie.

1. Définitions

Les termes ci-dessous définis auront entre les Parties la signification suivante :

- **« Donnée à caractère personnel »** : désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable au sens du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD ») ;
- **« Règlementation informatique et libertés »** : désigne les réglementations applicables à la protection des Données à Caractère Personnel. L'ensemble des Données à Caractère Personnel entrant dans le champ du transfert de données est soumis au respect de la réglementation applicable en France et dans l'Union européenne dans le domaine de la protection des Données à Caractère Personnel, incluant notamment :
 - la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et ses éventuelles mises à jour et son décret d'application ;
 - le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (règlement général sur la protection des données) ;
 - les textes et décisions émanant d'autorités de contrôle, notamment de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (Cnil).
- **Traitement de données à caractère personnel** désigne toute opération ou ensemble d'opérations portant sur de telles données, quel que soit le procédé utilisé, et notamment la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction.
- **Le Responsable de traitement** est, sauf désignation expresse par les dispositions législatives ou réglementaires relatives à ce traitement, la personne, l'autorité publique, le service ou l'organisme qui détermine ses finalités et ses moyens.
- Lorsque deux responsables du traitement déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement ils sont responsables conjoints du traitement.

Les termes utilisés relatifs à la protection des données ont la signification qui leur est donnée dans le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (règlement général sur la protection des données).

2. Objet de la convention

La convention a pour objet d'encadrer opérationnellement et juridiquement le transfert de données à caractère personnel entre les Parties poursuivant les objectifs définis à l'article 4 des présentes.

Elle fixe les obligations des parties entre elles et vis-à-vis des personnes physiques dont les données personnelles sont traitées.

Elle garantit la protection des données personnelles qui feront l'objet de communication entre les parties et plus généralement le respect des règles découlant de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le périmètre de la présente convention peut être amené à évoluer en fonction de leur volonté. Dans ce cas, elles pourront procéder d'un commun accord à la signature d'un avenant à la Convention.

3. La qualité des Parties au regard de la réglementation informatique et libertés

Les Parties sont chacune responsable de traitement des données partagées. Elles les traitent de manière indépendante pour des finalités qui leur sont propres et avec des moyens qu'elles déterminent chacune pour ce qui la concerne. Chacune s'est assurée de la faisabilité juridique d'opérer le transfert de données projeté et que celui-ci s'effectuera en conformité avec la réglementation informatique et libertés. Les parties se garantissent réciproquement qu'il n'existe aucun empêchement au transfert des données à caractère personnel.

A titre d'information, Action Logement Services se réserve la possibilité de mettre en œuvre un nouveau traitement sur les données partagées afin de répondre à une finalité propre dans le respect strict des règles prévues par le RGPD.

4. Objectifs poursuivis par le transfert de données

Le Bailleur peut désigner directement des demandeurs salariés relevant du périmètre Action Logement sur des logements de son patrimoine. Les Parties conviennent d'encadrer ce volume d'attributions directes. Pour réaliser les contrôles nécessaires définis à l'article 4.2, des données des demandeurs logés seront communiquées par le Bailleur à Action Logement Services. Ces données pourront être communiquées par Action logement Services à l'entreprise du salarié logé, sous réserve de son consentement.

4.1 Le périmètre des attributions concernées par le transfert de données

La part des attributions directes reprises par Action Logement Services fera l'objet d'une estimation annuelle chiffrée entre les services opérationnels des Parties.

L'estimation du volume pourra avoir pour base les attributions des années antérieures réalisées directement par les Bailleurs au bénéfice des salariés relevant du périmètre Action Logement, et sera précisée dans la convention annuelle de gestion en flux conclue entre les Parties.

Pour entrer dans ce périmètre les attributions devront répondre aux conditions suivantes :

- La personne logée doit être salariée d'une entreprise du secteur privé non agricole de plus de 10 salariés (Directive Offre logement ALG du 12/04/2018) ou d'une entreprise du secteur agricole de plus de 50 salariés (Circulaire Produits et services ALG du 11/10/2016).
- Le codemandeur salarié peut être pris en compte à la place du demandeur non salarié.
- L'attribution doit faire suite à une désignation directement réalisée par le bailleur, sur un logement libre de tout contingent ou remis à disposition par le réservataire. Si l'attribution est réalisée sur un droit de suite Action Logement Services remis au bailleur, il convient de le signaler dans le suivi de données.
- Dès la mise en œuvre généralisée de la gestion en flux des logements réservés, l'attribution ne devra pas avoir été décomptée préalablement du flux annuel d'un autre réservataire.
- L'attribution doit être suivie d'un bail signé.

4.2 La finalité du transfert de données pour les Parties

- Le transfert de données a pour finalité de permettre :
 - Pour Action Logement :
 - De vérifier que le demandeur logé relève du périmètre Action Logement (qualification de salarié et entreprise éligible) : NUD afin d'identifier de manière unique les demandeurs logés/ Siret entreprises du demandeur et du codemandeur.
 - De vérifier la qualité du logement attribué : n° RPLS / adresse / situation en QPV / norme du logement/ réservataire si droit de suite / désignataire.
 - De suivre le nombre de public prioritaire logé dans ce cadre conformément à l'article L313-26-2 du CCH.
 - De vérifier le statut de l'attribution : date de signature du bail.
 - De garantir la capacité d'Action Logement à rendre compte aux entreprises, à sa gouvernance, aux instances de contrôle du respect de sa mission d'utilité sociale et de ses engagements de réservataire.
 - D'informer l'entreprise du salarié logé sous condition du consentement exprès du demandeur et/ou du codemandeur.
 - Pour le Bailleur :
 - De valider l'affectation de l'attribution réalisée au réservataire Action Logement Services.

5. Engagements des Parties sur le transfert des données

5.1 Les données partagées

Les Parties s'engagent à s'assurer de la pertinence, de l'adéquation des données à caractère personnel et du caractère nécessaire de ces dernières pour réaliser les finalités ci-dessus définies.

Qualité des données à caractère personnel

Le Bailleur s'engage à transférer les données listées à l'ANNEXE 1 à jour, exactes et complètes.

Lorsque l'une des Parties supprime des données qui ont été transférées, elle en avisera l'autre partie dans les conditions définies ci-après.

Le Bailleur garantit l'origine, la fiabilité, et l'intégrité des données à caractère personnel.

Les modalités de mise à disposition des données caractère personnel

Le Bailleur s'engage à transférer les données à caractère personnel faisant l'objet des présentes selon les modalités et conditions définies à l'ANNEXE 2.

Les Parties désignent comme contact pour toute question relative à la protection des données et exercice des droits des personnes le Délégué à la Protection des Données.

Le DPO d'Action Logement Services **peut** être contacté sur l'adresse suivante 21, Quai d'Austerlitz - CS 41455 - 75643 Paris Cedex 13 ou par mail : rgpd.ues75@actionlogement.fr.

Le DPO du Bailleur peut être contacté : dpo@pasdecalais-habitat.fr

Les Parties s'engagent à s'informer mutuellement de toute modification d'interlocuteur dans les meilleurs délais.

5.2 Respect de la réglementation relative au traitement des données personnelles

Les Parties s'engagent à respecter la réglementation relative au traitement des données à caractère personnel telle qu'elle découle de la loi du 6 janvier 1978 précitée.

Le Bailleur garantit par ailleurs que les données communiquées seront :

- Collectées et traitées de manière loyale et licite ;
- Collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitime et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités ;
- Adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et de leurs traitements ultérieurs ;
- Exactes, complètes et lorsque cela est nécessaire, mises à jour.

5.3 Les finalités du transfert de données à caractère personnel

Les Parties reconnaissent le caractère nécessaire du transfert de données à caractère personnel envisagé pour atteindre la finalité qu'elles poursuivent.

La finalité poursuivie du transfert de données à caractère personnel est de garantir la capacité d'Action Logement à rendre compte aux entreprises, à sa gouvernance, aux instances de contrôle du respect de ses engagements de réservataire.

Les Parties s'engagent à respecter la finalité ainsi définie et à ne pas modifier cette dernière sans avoir préalablement examiné la faisabilité juridique de ce changement et avoir régularisé un avenant.

Chacune des Parties s'engage à ne pas poursuivre de finalités incompatibles avec la finalité visée aux présentes et à ne pas traiter les données à caractère personnel partagées en dehors de ce qui est défini aux présentes.

5.4 Garantie de sécurité et de confidentialité des données

Les Parties s'engagent à garantir la sécurité et la confidentialité des données qui lui sont communiquées en application de la Convention, et en particulier à :

- Prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées, notamment utiliser un mode de transmission qui sécurise le transfert des données ;
- Ne pas utiliser les informations traitées à des fins autres que celles spécifiées aux présentes ;
- Ne pas divulguer ces informations à d'autres personnes que celles prévues en annexe, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la sécurité et la confidentialité des données ;
- Prendre toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- Ne pas sous-traiter le traitement de ces données.

6. La base juridique du traitement de partage des données à caractère personnel

Le traitement de transfert des données à caractère personnel du Bailleur vers Action Logement est fondé sur les conventions de réservation conclues entre le Bailleur et Action Logement conformément à l'article L.313-26 du CCH.

En l'absence de convention de réservation entre les Parties et dans l'attente de la mise en œuvre des conventions de réservation en flux, le transfert de données à caractère personnel est fondé sur l'intérêt légitime poursuivi par celles-ci.

Le transfert des données à caractère personnel d'Action Logement vers l'entreprise du salarié est conditionné et fondé sur le consentement de ce dernier.

A titre d'information, Action Logement Services est susceptible de mettre en place un nouveau traitement de données sous sa propre responsabilité ayant pour finalité d'informer l'entreprise de l'attribution du logement au salarié sous réserve d'en avoir collecté son consentement et d'avoir mis en œuvre les mesures relatives prévues par le RGPD.

7. Procédure de gestion de droits des personnes

Chacune des Parties demeure responsable des traitements qu'elle met en œuvre pour son propre compte.

Chacune des Parties informe les personnes concernées des traitements réalisées sur leurs données.

Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit d'une personne concernée relativement aux données à caractère personnel qu'elle traite, elle y répond sous sa seule responsabilité dans les délais prévus par la réglementation informatique et libertés.

Les Parties s'engagent à notifier à chaque destinataire auquel les données à caractère personnel ont été communiquées toute rectification ou tout effacement de données à caractère personnel ou toute limitation du traitement effectué, à moins qu'une telle communication se révèle impossible ou exige des efforts disproportionnés.

8. L'absence de catégorie particulière de données à caractère personnel

Le partage de données ne porte pas sur des catégories particulières de données à caractère personnel au sens de l'article 9 du règlement général de protection des données.

9. Accountability

Chacune des Parties doit documenter sa compliance et est responsable des traitements qu'elle opère en tant que responsable de traitement.

Dans le cadre du transfert de données à caractère personnel, chacune des Parties devra documenter l'ensemble des mesures prises pour assurer le respect de la réglementation informatique et libertés.

Chaque Partie met à la disposition de l'autre la documentation nécessaire pour démontrer le respect des obligations mises à sa charge en matière de protection des Données à Caractère Personnel.

10. Transparence et loyauté

Le Bailleur préalablement au transfert de données à caractère personnel s'engage à informer les personnes concernées du transfert projeté conformément à la réglementation informatique et libertés.

A cet égard, le Bailleur s'engage à fournir aux personnes concernées une information directe, claire et compréhensible permettant d'identifier notamment les organisations, les données, les destinataire et finalités du transfert.

Pour assurer la loyauté du transfert des données, chacune des Parties s'engage à traiter les données dans les conditions définies aux présentes et s'interdit tout traitement différent.

En aucun cas, les données ne doivent être traitée d'une manière inattendue pour les personnes concernées.

11. Sécurité des données

L'exécution de la convention de transfert de données devra être réalisée dans les conditions définies en annexe « modalités de transfert des données ».

Les Parties s'engagent à prendre toutes précautions utiles au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données des fichiers et notamment empêcher toute déformation, altération, endommagement, destruction de manière fortuite ou illicite, perte, divulgation et/ou tout accès par des tiers non autorisés préalablement, et notamment utiliser un mode de transmission qui sécurise le transfert des données.

D'une manière générale, Chaque Partie doit mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles nécessaires afin de respecter la réglementation Informatique et libertés et la sauvegarde des droits individuels des personnes concernées en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Ces mesures s'entendent en termes de :

- Sécurité liée au personnel,
- Authentification des utilisateurs,
- Gestion des habilitations,
- Traçabilité des accès et des audits,
- Sécurité logique,
- Pollution informatique,
- Gestion de l'exploitation.

Chaque partie s'engage à maintenir ces moyens tout au long de l'exécution de l'annexe et à défaut, à en informer immédiatement l'autre partie.

Pour cela, chaque Partie s'engage à résoudre toute difficulté qui pourrait se poser avant de transférer les données si les systèmes, les standards de sécurité étaient de nature différente et pourraient notamment poser des problématiques de compatibilité.

Si, pour l'exécution de la convention, les Parties recourent à des prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-), les contrats qu'elles concluent avec eux présentent, s'agissant des mesures de sécurité mises en œuvre, des garanties équivalentes à celles mises en place dans le cadre de l'annexe. Pour les opérations portant sur des données personnelles, les contrats précisent que le prestataire ne peut agir que sur instruction de son co-contractant.

12. Notification violation de données

Chacune des Parties s'engage à notifier à l'autre toute violation de données dès la découverte du premier soupçon de violation des données partagées.

13. Durée de conservation des données

Chacune des Parties s'engage à traiter et partager les données pendant une durée limitée et déterminée en fonction de la finalité poursuivie conformément à la réglementation informatique et libertés.

14. Destinataires des données de données à caractère personnel

Les données collectées sont destinées aux services d'Action Logement. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires.

15. Information des personnes

Les Parties garantissent que les personnes dont les données sont traitées dans les fichiers objet du transfert de données ont :

- Été informées de manière conforme aux articles 13 (en cas de collecte directe) et 14 (en cas de collecte indirecte) du RGPD ;
- Donné leur consentement, lorsqu'il est requis, au traitement de leurs données.

16. Responsabilité

Les Parties conviennent que les personnes concernées ayant subi un dommage du fait d'une violation des dispositions des présentes ont le droit d'obtenir des Parties réparation du préjudice subi. Les Parties conviennent qu'elles ne peuvent être exonérées de cette responsabilité que si elles prouvent que l'action incompatible avec les obligations prévues par les présentes n'est imputable à aucune d'entre elles.

Les Parties conviennent d'être solidairement responsables des dommages subis par les personnes concernées résultant d'une violation des présentes. Dans un tel cas, la personne concernée peut poursuivre en justice l'une ou l'autre des Parties ou les deux à la fois.

Les Parties conviennent que si l'une d'entre elles est tenue responsable d'une violation commise par l'autre Partie, la seconde Partie dédommagera, dans la mesure où elle est responsable, la première Partie de tout coût, charge, dommage, dépense ou perte encourue par la première Partie.

17. Confidentialité

Dans le cadre des présentes, l'ensemble des informations est confidentiel et recouvre toutes informations ou toutes données communiquées par les Parties par écrit ou oralement, y compris les informations communiquées ou obtenues à l'occasion des négociations des présentes.

Les Parties s'engagent naturellement à :

- Traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'elles accordent à leurs propres informations confidentielles de même importance ;
- Garder les informations confidentielles et qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- Ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété portant sur les informations confidentielles ;
- Éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en Partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution des présentes.

Les Parties conviennent expressément de ne porter atteinte en aucune façon aux droits de propriété portant sur les informations confidentielles.

Cette obligation de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

18. Suppression des données à la fin de la Convention

En cas de cessation des relations contractuelles, pour quelque cause que ce soit, Action Logement s'engage, de manière expresse, à détruire et à apporter la preuve de la destruction, dans les plus brefs délais, à l'autre Partie :

- Des données issues du partage à l'issue des durées de conservation fixées en annexe 1 ;
- Des informations, de quelque nature que ce soit, communiqués ;

et à n'en conserver aucune copie sous quelque forme que ce soit.

Action Logement signera une déclaration confirmant que les données partagées et toutes les copies des renseignements partagés ont été détruits et selon les normes requises.

19. Convention de preuve

Les documents sous forme électronique échangés entre les Parties feront preuve, sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne dont ils émanent et qu'ils soient établis et conservés dans des conditions raisonnables permettant d'en garantir l'intégrité.

20. Durée de la convention – modification

La Convention est établie pour une durée d'un an à compter de sa date de signature. Elle est reconduite tacitement par période d'un an. Elle pourra être modifiée par voie d'avenant, notamment en cas d'enrichissement du périmètre des données, ou de modification des modalités de transmission des données objet de la présente convention.

21. Fin de la Convention

La convention cessera de plein droit en cas de disparition de l'obligation de transmission des données objet de la présente convention.

Elle prendra fin en cas de décision express de non-reconduction prise par l'une des deux Parties, trois mois avant son échéance annuelle. Cette décision sera notifiée par écrit.

22. Attribution de compétence

A défaut d'accord amiable entre les Parties pour tout différend relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution ou la rupture de la présente convention signée par les Parties, il est fait expressément attribution de compétence aux juridictions civiles du ressort de la Cour d'Appel de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appelés en garantie.

23. Loi applicable et election de domicile

La présente convention est soumise à la loi française.

Fait en deux exemplaires, à , le / /2023

ACTION LOGEMENT SERVICES
Mr LE NY Joel

PAS DE CALAIS HABITAT
Mr FONTALIRAND Bruno

Annexe 1 : Description des modalités et conditions de transfert des données


Les données seront échangées/transmises selon les modalités suivantes :


Par échange de fichiers Excel transférés avec toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Pour sécuriser ce transfert de données les Parties conviennent d'utiliser une plateforme dédiée, dont les modalités d'utilisation sont ici précisées :

- Plateforme Oodrive
- Administrateur ALS pour les données relevant du périmètre de cette convention : Thierry.coliaux@actionlogement.fr

Descriptions des données à caractère personnel (DCP)

DCP	Catégories des DCP	Destinataire des DCP	Catégories de personnel pouvant y accéder et justifications	Durée de conservation et justifications
DCP 1 Réservataire 				
Etat-civil, identité, données d'identification Adresse mail, NUD Nom Prénom Date de naissance Qualité (salarié) Reconnaissance DALO ou Public Prioritaire SIRET / Raison sociale entreprise	Locataire / demandeur	ALS	Service ALS Habilité	5 ans à compter de l'attribution du logement
Données liées au logement Concernant la demande de logement : Date de la signature du bail	Locataire / demandeur	ALS	Service ALS Habilité	5 ans à compter de l'attribution du logement

Concernant l'offre de logement : Adresse, Numéro RPLS du logement attribué Norme (PLAI, PLUS, PLS) Nom du réservataire en cas de droit de suite Nom du désignataire Logement en QPV ou non				
DCP	Catégories des DCP	Destinataire des DCP	Catégories de personnel pouvant y accéder et justifications	Durée de conservation et justifications
DCP 2 Consentement Salarié pour information Entreprise <div style="text-align: center;">  </div>				
Etat-civil, identité, données d'identification NUD Nom Prénom Date de naissance Qualité (salarié) SIRET / Raison sociale entreprise	Locataire / demandeur	ALS	Service ALS Habilité	3 ans à compter de l'attribution du logement
Données liées au logement Concernant la demande de logement : Date de la signature du bail	Locataire / demandeur	ALS	Service ALS Habilité	3 ans à compter de l'attribution du logement

Annexe 2 : Mesures techniques et organisationnelles

POUR ACTION LOGEMENT SERVICES...

ACTION LOGEMENT SERVICES répond à ses obligations en matière de sécurité de l'information en ayant mis en place des mesures techniques et organisationnelles destinées notamment à protéger les données que lui ont confiées particuliers et entreprises.

Pour ce faire **ACTION LOGEMENT SERVICES** s'efforce de se suivre les bonnes pratiques du marché que constitue le Guide d'Hygiène de l'ANSSI ainsi que les mesures de sécurités recommandées par la norme ISO27002.

Une gouvernance adaptée pilotée par la Direction de Risques et à laquelle appartient le Responsable de la Sécurité des Système d'Information (RSSI) permet à **ACTION LOGEMENT SERVICES** de s'assurer que ses engagements pour la protection des données soient déclinés dans toute l'entreprise.

POUR LE BAILLEUR....

Le BAILLEUR fournit à **ACTION LOGEMENT SERVICES**, tout document utile à décrire les mesures techniques et organisationnelles qu'il mettra en œuvre dans le cadre de l'exécution des présentes.